

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

FLOA

(anciennement *BANQUE DU GROUPE CASINO S.A.*)
Société anonyme au capital de 72 297 200 €
Siège social : Immeuble G7, 71 rue Lucien Faure 33 300 Bordeaux
434 130 423 RCS Bordeaux
(la « Société »)

Comptes sociaux au 31 décembre 2024

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale mixte du 22 Mai 2025

I – Bilan
(Montants en euros)

Actif	31/12/2024	31/12/2023	Variation	
			en %	en euros
Caisse, Banques Centrales et Offices de Chèques Postaux	0	0	0%	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0%	0
Créances sur les établissements de crédit	161 506 930	221 958 443	-27,24%	-60 451 514
Opérations avec la clientèle	2 261 386 603	2 175 250 312	3,96%	86 136 290
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0%	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0%	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0	0%	0
Parts dans les entreprises liées	0	0	0%	0
Crédit-bail et location avec option d'achat	0	0	0%	0
Location simple	0	0	0%	0
Immobilisations incorporelles	85 586 005	75 057 818	14,03%	10 528 187
Immobilisations corporelles	2 837 146	2 477 621	14,51%	359 524
Capital souscrit non versé	0	0	0	0
Actions propres	0	0	0	0
Autres Actifs	110 175 948	15 579 889	607,17%	94 596 059
Comptes de régularisation	122 898 814	228 561 061	-46,23%	-105 662 247
Total Actif	2 744 391 446	2 718 885 145	0,9%	25 506 301

Passif	31/12/2024	31/12/2023	Variation	
			en %	en euros
Banques Centrales et C.C.P.	0	0	0,0%	0
Dettes envers les établissements de crédit	2 445 522 176	2 325 911 657	5,1%	119 610 519
Opérations avec la clientèle	1 885 333	1 287 502	46,4%	597 831
Dettes représentées par un titre	20 530 640	20 554 407	-0,1%	-23 767
Autres passifs	11 659 757	18 757 287	-37,8%	-7 097 530
Comptes de régularisation	57 189 237	50 854 605	12,5%	6 334 631
Comptes de négociation et de règlement			0,0%	0
Provisions	5 916 138	2 957 262	100,1%	2 958 875
Dettes subordonnées	90 419 503	90 504 888	-0,1%	-85 385
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	0	0	0,0%	0
Capitaux propres hors FRBG	111 268 663	208 057 537	-46,5%	-96 788 874
Capital souscrit	72 297 200	72 297 200	0,0%	0
Primes d'émission	131 076 096	209 174 318	-37,3%	-78 098 222
Réserves	4 684 240	28 984 457	-83,8%	-24 300 217
Ecart de réévaluation	0	0	0,0%	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0	0,0%	0
Report à nouveau	0	0	0,0%	0
Résultat de l'exercice	-96 788 873	-102 398 438	-5,5%	5 609 565
Total passif	2 744 391 446	2 718 885 145	0,9%	25 506 301

Hors bilan	31/12/2024	31/12/2023	Variation	
			en %	en euros
Engagements donnés	1 587 901 866	1 593 344 581	-0,3%	-5 442 715
Engagements de financement	1 587 877 263	1 593 297 258	-0,3%	-5 419 994
Engagements de garantie	24 602	47 323	-48,0%	-22 721
Engagements sur titres	0	0	0,0%	0
Engagements reçus	0	0	0,0%	0
Engagement de financement	0	0	0,0%	0
Engagements de garantie	0	0	0,0%	0
Engagements sur titres	0	0	0,0%	0

II – Compte de résultat

(Montants en euros)	31/12/2024	31/12/2023	Variation	
			en %	en euros
+ Intérêts et produits assimilés	287 141 146	257 538 171	11,5%	29 602 975
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	7 910 194	8 693 601	-9,0%	-783 407
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	279 230 952	248 844 570	12,2%	30 386 382
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0,0%	0
Autres intérêts et produits assimilés	0	0	0,0%	0
- Intérêts et charges assimilées	-112 852 378	-83 639 434	34,9%	-29 212 943
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-111 884 375	-82 826 118	35,1%	-29 058 256
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-146 300	-70 286	108,2%	-76 014
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	-821 703	-743 030	10,6%	-78 673
Autres intérêts et charges assimilées	0	0	0,0%	0
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	0	0	0,0%	0
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	0	0	0,0%	0
+ Produits sur opérations de location simple	0	0	0,0%	0
- Charges sur opérations de location simple	0	0	0,0%	0
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0	0,0%	0
+ Commissions (produits)	138 693 400	132 558 676	4,6%	6 134 725
- Commissions (charges)	-35 732 384	-37 631 328	-5,0%	1 898 944
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	1 100	319	244,7%	781
+ Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0	0,0%	0
+ Produits des autres activités	3 822 403	5 050 388	-24,3%	-1 227 985
- Charges des autres activités	-6 662 582	-4 787 560	39,2%	-1 875 022
Produit net bancaire	274 410 706	269 089 232	2,0%	5 321 474
- Charges générales d'exploitation	-179 897 823	-158 041 665	13,8%	-21 856 158
- Dot. amort. et déprécié. immob. corporelles & incorporelles	-23 244 202	-23 616 468	-1,6%	372 266
Résultat brut d'exploitation	71 268 681	87 431 098	-18,5%	-16 162 417
- Coût du risque	-167 367 029	-189 847 170	-11,8%	22 480 141
Résultat d'exploitation	(96 098 348)	-102 416 072	-6,2%	6 317 724
+/- Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés	0	159	-100,0%	-159
Résultat courant avant impôt	-96 098 348	-102 415 913	-6,2%	6 317 565
+/- Résultat exceptionnel	80	0	0,0%	80
- Impôts sur les bénéfices	-690 605	17 475	-4 052,0%	-708 080
+/- Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0	0,0%	0
Bénéfice de l'exercice	-96 788 873	-102 398 438	-5,5%	5 609 565

III. — Annexes

I. Faits MajeursOuverture de FLOA Services Italy

Afin de supporter son développement en Italie, FLOA a ouvert une filiale en 2024 pour les activités commerciales italiennes « FLOA SERVICES ITALY ».

Cette entité est détenue à 100% par FLOA et son capital est de 100 K€. Elle revêt un intérêt négligeable par rapport à l'objectif défini à l'article L.233-31 du code de commerce qui dispose que « [...] Les comptes consolidés doivent être réguliers et sincères et donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation ». Par conséquent, conformément à l'article L.233-19 du code de commerce, cette filiale sera laissée en dehors de la consolidation au 31 décembre 2024.

S'agissant de l'unique société dans laquelle FLOA détient une participation, la société FLOA n'est donc pas soumise à l'obligation d'établir des comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 ».

Continuité de l'intégration dans le groupe BNP Paribas

BNP Paribas a finalisé l'acquisition de FLOA le 1er février 2022. FLOA est détenue à 100% par le groupe BNP Paribas et est rattachée à ligne d'activité Nouveaux Métiers Digitaux.

Cette acquisition permet à BNP Paribas de renforcer son portefeuille de solutions innovantes de paiement et de crédit afin d'offrir une gamme complète à ses clients en Europe, en adéquation avec les fortes ambitions du groupe d'accélérer dans ce secteur en croissance.

- FLOA est présente dans 7 pays en 2024, via une plateforme technologique unique de crédit à la consommation
- Plus de 1 100 partenariats actifs et des partenariats stratégiques avec des acteurs majeurs : Samsung, SFR, IBERIA, MediaWorld, Cdiscount, Vorwerk, Leclerc, Carrefour, Xiaomi, Expert
- Un pôle d'innovation fintech au sein du groupe BNP Paribas :
 - Déploiement de l'Intelligence Artificielle Générative avec plus de 250 000 interactions clients traitées en France et au Portugal
 - Innovation en économie circulaire avec les solutions de financement Circle Pay pour les produits technologiques neufs et reconditionnés

La fin de la migration informatique associée est prévue pour 2025.

Activité FLOA

L'activité de FLOA a été marquée par une très forte croissance des activités de paiement fractionné FLOA PAY en 2024, en France comme à l'international. La production est en hausse de +34.4 % en 2024. FLOA confirme sa position de leader en France avec une part de marché de 35% (source ASF). L'activité Cartes et Revolving se stabilise dans un contexte de forte amélioration du risque de crédit. FLOA a arrêté la commercialisation de prêts amortissables non affecté en cours d'année.

Dissolution par anticipation de la SEP EUREKA

Dans le cadre de la renégociation des partenariats commerciaux conclus entre FLOA et les entités du groupe Casino, FLOA et CDISCOUNT ont convenu de mettre un terme à l'Accord de Partenariat, et de dissoudre la SEP en date du 29 février 2024.

II. Règles et méthodes comptables**II.1 Principes généraux d'évaluation et de présentation des comptes sociaux**

Les comptes annuels de FLOA arrêtés au 31/12/2024 ont été établis conformément aux principes comptables généraux et aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dont le règlement 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- La continuité de l'exploitation,
- La permanence des méthodes,
- L'indépendance des exercices.

La société FLOA clôture son exercice social le 31 décembre.

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'année 2024.

II.2 Principes comptables et méthodes d'évaluation**II.2.1 Evaluation des créances et dettes**

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un concours et les commissions versées aux apporteurs d'affaires sur crédits sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts. Cet étalement est comptabilisé en produits nets d'intérêts au compte de résultat. Au bilan, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les créances et dettes rattachées (intérêt courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

II.2.2 Créances clientèle et dépréciations constatées

Les crédits accordés à la clientèle figurent au bilan pour leur valeur nominale, nette des dépréciations constatées.

Les créances sont issues des services de financement de la société et de l'activité de paiement en plusieurs fois (BNPL de l'anglais Buy Now Pay Later) ou différée.

a. Encours douteux

Les créances de toute nature sont déclassées en créances douteuses dans les cas suivants :

- En cas de survenance d'une échéance impayée depuis plus de trois mois pour les concours de la banque ;
- À partir de 30 jours de retard sur les produits de BNPL ;
- Lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire ;
- Lorsque la créance présente un caractère de surendettement déclaré.

La classification en créance douteuse d'un concours accordé à une personne physique entraîne le transfert de l'intégralité des engagements sur cette personne vers les rubriques d'encours douteux.

Les créances douteuses font l'objet de provisions pour dépréciation individualisées créance par créance.

Les intérêts sur créances douteuses non réglés et inscrits au compte de résultat sont couverts par provision à hauteur de l'intégralité du montant comptabilisé. Les dotations ou reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties se rapportant à des intérêts sur créances douteuses sont enregistrées au poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Le principal de la créance est provisionné selon l'estimation la plus probable de la dépréciation, conformément aux principes généraux de prudence. Le calcul de la dépréciation tient compte de la valeur de réalisation des garanties personnelles ou réelles liées à la créance.

La provision constituée couvre la perte prévisionnelle actualisée au taux d'intérêt d'origine du crédit. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux et les flux prévisionnels de recouvrement. La détermination des flux de recouvrement repose notamment sur des statistiques qui permettent d'estimer les séries de recouvrement moyennes dans le temps à partir de la date de déclassement du crédit. L'effet du passage du temps est enregistrée en produit net bancaire.

Conformément au règlement ANC 2014-07, les encours douteux pour lesquels la déchéance du terme a été prononcée ou qui sont classés depuis plus d'un an en créances douteuses, sont spécifiquement identifiés dans la catégorie « encours douteux compromis ». La banque a défini des règles internes de déclassement automatique, qui présumant le caractère nécessairement compromis de la créance dès lors qu'elle a été classée plus d'un an en créance douteuse, sauf à démontrer formellement l'existence et la validité de garanties couvrant la totalité des risques. La comptabilisation des intérêts sur la créance cesse à partir du classement en « encours douteux compromis ».

Le règlement ANC 2014-07 prescrit un traitement spécifique de certains encours restructurés. Lorsqu'ils sont significatifs, les encours douteux redevenus sains à la suite d'une restructuration à des conditions hors marché sont isolés dans une catégorie spécifique. Dans cette hypothèse, les abandons de principal ou d'intérêts, échus ou courus, ainsi que les écarts d'intérêts futurs, sont immédiatement constatés en perte, puis réintégrés au fur et à mesure de l'amortissement du prêt. Le nombre de prêts concernés et les montants en cause sont faibles et le calcul d'une décote serait sans impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

b. Encours sains ayant subi une augmentation significative du risque de crédit

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles.

Ce risque de crédit est constaté sous forme de dépréciations à l'actif du bilan. Les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes IFRS.

II.2.3 Application du nouveau défaut prudentiel :

Depuis février 2021, FLOA applique la nouvelle définition du défaut prudentiel conformément aux lignes directrices de l'ABE, et aux normes techniques de réglementation sur les notions de seuils de matérialité applicables.

Les principales évolutions liées à l'implémentation de cette nouvelle définition sont les suivantes :

- La prise en compte des arriérés au niveau Tiers et non plus au niveau contrat ;
- L'introduction de seuils de matérialité absolue (100€ d'arriéré) et relative (1% de l'exposition) pour la détermination du défaut ;
- L'introduction d'une période probatoire de 3 mois en défaut à l'issue de la régularisation des créances ;
- Le pas de déclassement quotidien contre mensuel auparavant.

II.2.4 Résultat des sociétés en participation

Les encours gérés dans le cadre d'une Société en Participation (SEP) sont portés directement au bilan de la société, dès lors que la société est gérante de la SEP considérée.

Les produits et les charges relatifs aux opérations de crédit réalisées dans le cadre de sociétés en participation sont enregistrés par nature dans les différentes rubriques du compte de résultat de la société, quand les encours figurent au bilan. L'objectif de cette présentation est de refléter au compte de résultat les produits et les charges des opérations inscrites au bilan.

FLOA S.A. est associée dans une société en participation dont elle est gérante :

- SEP Cdiscount, dont elle détient 60,00 % des droits,

II.2.5 Opérations sur titres

Les postes du bilan :

- " Effets publics et valeurs assimilées "
- " Obligations et autres titres à revenu fixe "
- " Actions et autres titres à revenu variable "

Enregistrent des titres de transaction, de placement et d'investissement, selon leur nature.

Cette classification résulte de l'application du règlement ANC 2014-07, qui prescrit la ventilation des titres en fonction de leur destination.

Titres de transaction

Sont classés dans ce portefeuille les titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à brève échéance (moins de six mois en principe) et qui sont négociables sur un marché dont la liquidité est assurée. Ils sont enregistrés frais d'acquisition exclus et coupon couru éventuel à l'achat inclus. A la date de clôture, les titres de transaction sont évalués au prix de marché. Le solde global des gains et des pertes résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

Titres de placement

Les titres de placement sont acquis avec l'intention de les détenir plus de six mois, afin d'en tirer un revenu direct ou une plus-value. Cette détention n'implique pas, pour les titres à revenu fixe, une conservation jusqu'à l'échéance. Les primes ou décotes constatées lors de l'acquisition de titres à revenu fixe sont étalées sur la durée de vie de l'instrument concerné, conformément à l'option offerte par le règlement ANC 2014-07. A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes sur titres de placement, corrigées éventuellement des amortissements et reprises des différences visées ci-dessus, font l'objet d'un provisionnement individuel. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres d'investissement

Sont classés dans ce portefeuille les titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir durablement, en principe jusqu'à leur échéance, et pour lesquels il existe soit des ressources de financement adossées en durée, soit une couverture permanente contre le risque de taux. L'écart constaté entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalé sur la durée de vie du titre. Les moins-values latentes ne font pas l'objet de provisions sauf s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles et sans préjudice des dépréciations à constituer en application des dispositions du Titre 2 du livre II du règlement ANC 2014-07, traitant du risque de crédit sur les titres, s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur.

Les bons du Trésor, titres de créances négociables et instruments du marché interbancaire classés dans les portefeuilles de placement et d'investissement sont enregistrés au prix d'acquisition coupon couru à l'achat inclus. Les produits d'intérêts sont calculés au taux négocié, le montant de la prime ou de la décote faisant l'objet d'un amortissement selon la méthode actuarielle. Les obligations comprises dans les portefeuilles de placement et d'investissement sont comptabilisées hors coupon couru.

Les produits d'intérêts sont calculés au taux nominal des titres. Lorsque leur prix d'acquisition est différent de leur valeur de remboursement, cette différence est amortie linéairement et portée en charges ou produits selon le cas.

Les titres libellés en devises sont évalués au cours de change à la date de clôture ou à la date antérieure la plus proche. Les différences d'évaluation sont portées en pertes ou en gains sur opérations financières.

Cessions temporaires de titres

Les cessions temporaires de titres sont destinées à garantir des prêts ou des emprunts de trésorerie par des titres. Elles prennent principalement deux formes distinctes, selon le mécanisme juridique utilisé, à savoir :

- Les pensions,
- Les prêts et emprunts de titres.

-

La pension consiste juridiquement à céder en pleine propriété des titres, l'acheteur s'engageant irrévocablement à les rétrocéder et le vendeur à les reprendre, à un prix et une date convenue lors de la conclusion du contrat. Comptablement, les titres donnés en pension sont maintenus dans leur poste d'origine et continuent à être évalués selon les règles applicables aux portefeuilles auxquels ils se rattachent. Parallèlement, la dette représentative du montant encaissé est enregistrée au passif. La créance représentative d'une pension sur titres reçus est enregistrée à l'actif.

Les prêts de titres sont des prêts à la consommation régis par le Code civil dans lesquels l'emprunteur s'engage irrévocablement à restituer les titres empruntés à l'échéance. Ces prêts sont généralement garantis par la remise d'espèces, qui restent acquises au prêteur en cas de défaillance de l'emprunteur. Dans ce dernier cas, l'opération est assimilée à une opération de pension et enregistrée comptablement comme telle.

11.2.6 Titres de participation

Les titres de participation et de filiales sont comptabilisés au coût historique. Il font l'objet de provisions individuelles lorsque leur valeur d'inventaire appréciée par référence notamment à la situation nette et/ou aux perspectives futures, est inférieure au prix d'acquisition.

Les titres de participation libellés en devises et acquis contre euros sont maintenus à leur valeur historique. Lorsque ces actifs sont financés en devises étrangères, les écarts de conversion sont comptabilisés de manière symétrique aux écarts constatés sur le financement.

11.2.7 Immobilisations incorporelles et corporelles

Conformément au règlement ANC 2014-03, les immobilisations corporelles sont amorties sur la durée d'utilité correspondant à la durée réelle d'utilisation du bien, en tenant compte, le cas échéant, de leur valeur résiduelle.

Dans le cas où les composants d'un actif ont des durées d'utilité différentes, chacun d'entre eux est comptabilisé séparément et fait l'objet d'un plan d'amortissement propre. Un amortissement dérogatoire peut être pratiqué dans les conditions admises par la réglementation, lorsque la durée d'usage admise fiscalement est plus courte que la durée d'utilité du bien ou du composant.

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur tels qu'une diminution de la valeur de marché, l'obsolescence ou la dégradation physique du bien, des changements dans le mode d'utilisation du bien, etc., un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien à sa valeur actuelle est effectué. En cas de comptabilisation d'une dépréciation, la base amortissable de l'actif est modifiée de manière prospective.

Conformément au règlement ANC 2014-03, la valeur brute des immobilisations incorporelles correspond à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et le cas échéant, des pertes de valeurs constatées. Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie finie sont amorties sur la durée d'utilité économique et sont soumises à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe une indication que l'immobilisation s'est dépréciée.

Sous réserve du respect de six critères cumulatifs (faisabilité technique, intention d'achever, capacité à utiliser, avantage économique futur probable, disponibilité des ressources et capacité à évaluer les dépenses attribuables à l'immobilisation de manière fiable), les dépenses de conception détaillée, de réalisation et de maintenance évolutive d'un développement informatique sont comptabilisées en immobilisations incorporelles dans une catégorie « Immobilisation En-cours ».

Les dites dépenses sont amorties à partir du déploiement des développements informatiques dans le système de production et à partir de l'ouverture à l'ensemble des utilisateurs, ce qui correspond à la date de début de consommation des avantages économiques qui sont attachés à l'actif. Les frais de développement sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation estimée de l'actif. Si cette durée ne peut être déterminée de façon fiable, ils sont amortis sur une durée de 5 ans.

11.2.8 Contrats d'échange (swaps)

En application du règlement ANC 2014-07, la banque est susceptible de constituer trois portefeuilles distincts enregistrant les contrats selon qu'ils ont pour objet de maintenir des positions ouvertes et isolées (a), de couvrir le risque de taux d'un élément isolé ou d'un ensemble d'éléments homogènes (b), ou de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (d). Il n'existe pas de portefeuille de contrats d'échange destinés à couvrir le risque global de taux, dit portefeuille de catégorie (c).

Dans ces conditions, les transferts d'un portefeuille à l'autre ne sont possibles que du :

- Portefeuille (a) vers le portefeuille (b)
- Portefeuille (b) vers les portefeuilles (a) ou (d)
- Portefeuille (d) vers le portefeuille (b).

La valeur de marché retenue pour les contrats d'échange dits de transaction est issue de l'application de la méthode d'actualisation des flux futurs avec une courbe de taux zéro coupon. La branche à taux fixe est estimée à partir des différentes échéances actualisées en fonction de la courbe de taux, alors que la valeur actuelle de la branche à taux variable est estimée à partir de la valeur du coupon en cours majoré du nominal. La valeur de marché résulte de la comparaison de ces deux valeurs actualisées, après prise en compte du risque de contrepartie et des frais de gestion futurs. Le risque de contrepartie est calculé conformément aux dispositions de l'annexe 3 du règlement CRB n° 91-05 relatif au ratio de solvabilité, auquel est appliqué un coefficient de fonds propres de 8%. Les frais de gestion sont ensuite déterminés en majorant ce montant de fonds propres d'un taux de 10%.

Les soultes éventuellement perçues ou versées lors de la conclusion d'un contrat d'échange sont constatées au compte de résultat prorata temporis sur la durée du contrat. En cas de résiliation anticipée d'un contrat, la soulte perçue ou versée est immédiatement constatée en résultat, sauf lorsque le contrat a été initié dans le cadre d'une opération de couverture. La soulte est alors rapportée au compte de résultat en fonction de la durée de vie de l'élément initialement couvert.

Afin de mesurer et de suivre les risques encourus en raison de ces opérations, des limites globales de sensibilité incluant les contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises sont fixées par activité. Ces positions font l'objet d'une information régulière à l'organe exécutif de la banque, pris au sens de l'article L 511 13 du Code monétaire et financier.

11.2.9 Engagements en matière de retraite, indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail

La comptabilisation et l'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires sont conformes à la recommandation n° 2013-02 de l'ANC, sauf exceptions mentionnées pour certaines entités du périmètre.

Régimes de retraite des employés

Les pensions de retraite sont prises en charge par diverses institutions auxquelles la banque et ses salariés versent périodiquement des cotisations. Ces dernières sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont dues. D'autre part, les salariés bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire financé par l'employeur, au travers de deux contrats d'assurance. Le premier contrat de type article 83 CGI assure le service d'un régime de capitalisation en points à cotisations

définies. Le second contrat est de type article 39 CGI est un régime à prestations définies additives sur les tranches salariales B et C. Les engagements relatifs à ces régimes sont entièrement couverts par les réserves constituées. En conséquence, aucun engagement résiduel n'en résulte pour l'employeur.

Indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail

Les futures indemnités de fin de carrière et primes à verser pour l'attribution de médailles de travail sont intégralement couvertes par des contrats d'assurance. Les primes versées annuellement prennent en compte les droits acquis au 31 décembre de chaque exercice, pondérés par des coefficients de rotation et de probabilité de survie du personnel. Les engagements sont calculés suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, la mortalité, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière. Les engagements correspondants aux droits acquis par les salariés au 31 décembre sont intégralement couverts par les réserves constituées auprès de la compagnie d'assurances. Les indemnités de fin de carrière et primes médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursements par l'assureur. Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui atteint son 62ème anniversaire.

II.2.10 Fonds pour risques bancaires généraux

Institué par le règlement CRB n° 90-02 relatif aux fonds propres, ce fonds créé à compter de 1991 est le montant que les entités décident d'affecter à la couverture de tels risques lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques inhérents à la profession bancaire, parmi lesquels son exposition globale aux risques de taux et de contrepartie.

II.2.11 Provisions

Les provisions affectées à des postes d'actifs sont déduites des créances correspondantes qui apparaissent ainsi pour leur montant net. Les provisions relatives aux engagements hors bilan sont inscrites en provisions pour risques.

II.2.12 Impôt sur les bénéfices

Le poste "Impôt sur les bénéfices" comprend :
 - L'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, majoré des contributions additionnelles ;
 - Les dotations et reprises de provisions pour risques et charges se rapportant aux éléments précédents ;
 - L'étalement de la charge liée aux crédits d'impôt sur avances remboursables sans intérêt pour l'acquisition ou la construction de logements en accession à la propriété (prêts à taux zéro) ;
 - En cas de report en arrière des déficits fiscaux, le produit lié à la constatation de la créance sur le Trésor Public.

L'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice et les contributions additionnelles sont déterminés selon la réglementation fiscale applicable. Les crédits d'impôt attachés aux revenus de valeurs mobilières ne sont pas comptabilisés. Leur imputation est faite directement en déduction de la charge d'impôt. Les provisions pour impôts sont calculées selon la méthode du report variable, en intégrant les contributions additionnelles en fonction des échéances concernées. Il n'est fait aucune compensation avec d'éventuelles créances sur le Trésor.

II.2.13 Implantation dans les Etats ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les Etats ou territoires visés par l'article L511-45 du Code monétaire et financier.

III. Compléments d'informations au bilan, au hors-bilan et au compte de résultat

III.1 Le Bilan

III.1.1 Effets publics et valeurs assimilées

En 2024, aucune opération relative aux effets publics et valeurs assimilées n'a été réalisée.

III.1.2 Créances sur les établissements de crédit

Les principaux postes des comptes ordinaires débiteurs et créditeurs sont les suivants :

Créances sur établissements de crédit (montants en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
BFCM	38 266	103 024
BECM	23 533	24 348
BNPP	18 134	13 025
BNPP: Prêt Interbancaires	81 254	81 404
Banque Postale	0	0
SWAN	121	121
BNL	199	36
Total	161 507	221 958

S'agissant de comptes ordinaires à vue l'intégralité des créances sur les établissements de crédit présente une durée résiduelle inférieure à 3 mois, hormis le prêt interbancaire BNPP de 81.254 k€ dont l'échéance est le 31 août 2025.

III.1.3 Opérations avec la clientèle et crédit-bail

• Analyse par durée résiduelle

La ventilation par durée résiduelle des postes relatifs aux opérations avec la clientèle se présente comme suit :

opérations avec la clientèle-durée résiduelle (montants en milliers d'euros)	<1 mois	<3 mois	3mois<1an	1an<2ans	2 ans<5ans	+ 5ans	Total 2024	Total 2023
Créances clients	199 922	269 074	449 709	507 861	693 499	15 542	2 135 606	2 046 323
Autres crédits à la clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances douteuses nettes de provisions	24 988	2 644	10 498	12 359	65 814	9 477	125 781	128 927
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	224 909	271 717	460 207	520 220	759 813	25 020	2 261 387	2 175 250

• Créances douteuses

Au bilan, le poste de créances douteuses est présenté net de dépréciations.

Les principales données du risque client sont les suivantes (hors incidence des créances rattachées) :

Les encours douteux et douteux compromis correspondent aux dispositions de présentation du règlement n°2005-03 du CRC du 3 novembre 2005 et par le règlement n° 2007-06 du 14 décembre 2007 telles qu'exposées au § 2-2-1.

(montants en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Encours sains bruts	2 205 741	2 109 090
Dépréciations	-70 135	-62 767
Encours sains nets	2 135 606	2 046 323
Encours douteux bruts	465 471	475 004
dont encours douteux comprimés	251 385	250 215
Dépréciations	-339 690	-346 077
Encours douteux nets	125 781	128 927

Variation des provisions pour créances dépréciées et pour pertes de marge future

(montants en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Total des dépréciations constituées en début période	-408 844	-308 756
Dotations pour dépréciation comptabilisées en coût du risque	-178 972	-214 023
Dotations pour dépréciation comptabilisées en PNB	-7 623	-4 282
Reprise de dépréciation utilisée comptabilisées en coût du risque	179 823	114 309
Reprises de dépréciation comptabilisées en marge d'intérêt	5 790	3 908
Autres		0
Total des dépréciations constituées en fin période	409 825	-408 844

Opérations avec la clientèle – Passif

(montants en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes divers relatifs aux encours clientèle	1 885	1 288
Total	1 885	1 288

III.1.4 Immobilisations incorporelles et corporelles

Au 31/12/2024, ce poste présente les éléments suivants :

Immobilisations(montants en milliers d'euros)	31/12/2023	Reclassement	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
Immobilisations incorporelles	106 264	16 218	22 162	-13 666	130 979
Immobilisations corporelles	4 093	41	1 137	-276	4 994
Immobilisations en cours	16 259	-16 259	10 833		10 833
Total Valeurs brutes	126 616	0	34 132	-13 942	146 806
Immobilisations incorporelles	-47 425		-29 000	20 201	-56 224
Immobilisations corporelles	-1 656		-777	274	-2 159
Total Amortissements ou Provisions	-49 081	0	-29 777	20 475	-58 383
Valeurs nettes	77 535	0	4 355	6 533	-88 423

Les immobilisations incorporelles en cours correspondent à des frais de développement des projets informatiques engagés au titre de l'exercice 2024 pour un montant de 10.8M€ et concernant principalement des logiciels opérationnels et la migration de nos outils dans l'environnement BNP.

III.1.5 Autres actifs et passifs I

Ils correspondent aux opérations courantes réalisées par FLOA avec l'ensemble des partenaires économiques. Leur durée est généralement à court terme.

Les principaux postes sont les suivants :

(montants en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs et passifs	Actif	Actif	Passif	Passif
Dépôts de garantie	137	137	0	0

Etat (dont IS)	809	796	815	598
Personnel, organismes sociaux	0	0	1 918	1 663
Fournisseurs	0	0	411	5 652
Créances sur partenaires (*)	5 984	9 042	0	0
Dettes envers partenaires (**)	0	0	3 490	6 352
Divers	103 246	5 604	5 025	4 492
Stock de fournitures	0	1	0	0
Total	110 176	15 580	11 660	18 757
(*) Montant des préciputs à recevoir				
(**) Montant du résultat SEP C DISCOUNT à reverser				

III.1.6 Comptes de régularisation

Ils s'analysent comme suit :

(montants en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Comptes de régularisation	Actif	Actif	Passif	Passif
Remises à l'encaissement	0	341	0	0
Charges ou produits constatés d'avance	44 717	46 319	1 653	1 279
Dont sur intérêts et assurances clients	0	0	1	1
Dont sur charges générales d'exploitation	4 550	2 585	1 652	1 278
Dont étalement BOA Cdiscount, DCF, Zanox, AWIN Assuragency	40 167	43 734	0	0
Produits à recevoir ou charges à payer	25 240	21 463	42 541	36 826
Dont sur instruments financiers	0	0	0	0
Dont sur partenaire Cdiscount	387	7 701	0	2 728
Comptes de régularisation divers	52 943	160 438	12 996	12 750
Total	122 899	228 561	57 189	50 855

III.1.8 Dettes subordonnées

FLOA a souscrit de nouveaux titres subordonnés remboursables (TSR). Le solde au 31/12/2024 est de 90M€.

III.1.9 Dettes financières

La ventilation, par échéance, du refinancement incluant les dettes envers les établissements de crédit, les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées au 31/12/2024 est la suivante :

Dettes financières - durée résiduelle	<1 Mois	<3 Mois	3 Mois < 1 an	1 < 2 ans	2 Ans < 5 ans	+ 5 ans	Total 2024	Total 2023
Marché monétaire et emprunts bancaires auprès de la BNP	130 000	230 000	645 000	260 000	870 000	350 000	2 485 000	2 385 000
Charges à payer s/Emprunt	5 486	12 809	13 384	3 540	14 562	1 160	50 941	31 417
Compte courant	0	0	0	0	0	0	1	0
Comptes ordinaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Certificats de Dépôts Négociables	0	0	20 531	0	0	0	20 531	20 554
Total	135 486	242 809	678 915	263 540	884 562	351 160	2 556 472	2 436 971

III.1.10 Provisions pour risques et charges

Les provisions destinées à couvrir des risques et charges s'analysent comme suit :

Provisions pour risques et charges (montants en milliers d'euros)	31/12/2023	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	31/12/2024
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	490	118	0	0	608
Provisions pour médaille du travail	0	0	0	0	0
Provisions situation nette négative de filiale	0	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	2 467	5 562	-2 596	-125	5 308
Total	2 957	5 680	-2 596	-125	5 916

Les engagements de retraite font l'objet d'une évaluation actuarielle, selon la méthode des unités de crédit projetées, tenant compte de l'estimation des droits conventionnels acquis par le personnel à la clôture de l'exercice.

Cette évaluation prend en considération des hypothèses de mortalité et de rotation du personnel, ainsi qu'une probabilité de départ à l'âge de 62 ou 64 ans.

Ces engagements sont actualisés, et les salaires de référence retenus dans le calcul sont corrélativement corrigés d'un coefficient de revalorisation. Les calculs intègrent les charges sociales sur salaires.

Pour la détermination de ces avantages au personnel, le taux d'actualisation des engagements du groupe est déterminé par référence à un taux de marché, à la date de clôture, fondé sur les obligations d'entreprises de 1^{ère} catégorie. Le taux d'actualisation des engagements du Groupe est de 3,40% au 31/12/2024, de 3,20% au 31/12/2023.

III.1.11 Capitaux propres

Capitaux propres (montants en milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Amortissement dérogatoire	Total capitaux propres
Situation au 31/12/2023	72 297	209 174	28 984	0	-102 398	0	208 057
Variation de capital	0	0	0	0	0	0	0
Variation de provisions réglementées	0	0	0	0	-96 789	0	-96 789
Résultat de l'exercice	0	0	0	0	0	0	0
Distributions effectuées	0	0	0	0	0	0	0
Affectation du résultat N-1	0	-78 098	-24 300	0	102 398	0	0
Situation au 31/12/2024	72 297	131 076	4 684	0	-96 789	0	111 268

Le capital social de FLOA S.A est de 72 297 K€ et se décompose en 722 972 actions ordinaires.

III.2 Le hors bilan

(montants en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit	0	0
Engagements donnés en faveur de la clientèle	1 585 877	1 593 297
Engagements de garantie		
Engagements donnés en faveur de la clientèle	25	47
Engagements sur instruments financiers à terme		
Opérations sur instruments de taux d'intérêt / Swaps	0	0
Engagements sur opérations conditionnelles / CAP achetés	0	0

Aucun instrument financier à terme n'a été souscrit en 2024.

III.3 Le compte de résultat**III.3.1 Compte de résultat comparatif**

(montants en milliers d'euros et en % du PNB)	31/12/2024	31/12/2023
Produit net bancaire	274 411	269 089
Charges générales d'exploitation	65,56%	58,73%
Dotations nettes aux amortissements et provisions sur immobilisations	8,47%	8,78%
Coût du risque	60,99%	70,55%
Résultat d'exploitation	-35,02%	-38,06%
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0,00%	0,00%
Résultat exceptionnel	0,00%	0,00%
Impôts sur les bénéfices	-0,25%	-0,01%
Résultat de l'exercice	-35,27%	-38,05%

III.3.2 Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

(montants en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	287 141	257 538
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	7 910	8 694
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	279 231	248 844
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Intérêts et charges assimilées	-112 852	-83 639
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-111 884	-82 826
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-146	-70
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	-822	-743
Produits nets d'intérêts et revenus assimilés	174 289	173 899

III.3.3 Commissions (Produits et Charges)

Les commissions sont ventilées selon la réglementation bancaire en vigueur à ce jour.

Commissions (montants en milliers d'euros)	Produits		Charges	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Frais de dossiers	0	0	0	0
Sur opérations de trésorerie et interbancaire	1 382	1 373	0	0
Commissions Assurances	77 510	72 574	0	0
Commissions Cartes	1 696	2 176	0	0
Cotisations cartes	13 225	14 546	0	0

Commissions sur opérations PNF	44 656	37 115	0	0
Commissions comptes bancaires	0	0	-5 619	-6 409
Commissions apporteurs d'affaires	0	0	-27 548	-27 578
Autres commissions	225	4 775	-2 566	-3 644
Total	138 694	132 559	-35 733	-37 631

III.3.4 Autres produits d'exploitation bancaire

Les autres produits d'exploitation bancaires se décomposent comme suit :

(montants en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Quote-part des autres membres des sep financières déficitaires dont la gérance est assurée par FLOA	0	311
Part Casino Guichard Perrachon	0	0
Part Casino Services	0	0
Part Cdiscount	0	311
Produit connexes à l'activité financière: divers	3 822	4 739
Autres produits d'exploitation bancaire	3 822	5 050

III.3.5 Autres charges d'exploitation bancaire

Les autres charges d'exploitation bancaires se décomposent comme suit :

(montant en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Quote-part des autres membres des sep financières bénéficiaires dont la gérance est assurée par FLOA:	-3 490	-1 304
Part casino Guichard Perrachon	0	0
Part Casino Services	0	0
Part Cdiscount	-3 490	-1 304
Divers	-3 173	-3 484
Autres charges d'exploitation bancaire	-6 663	-4 788

III.3.6 Charges générales d'exploitation

Les charges de personnel se présentent comme suit :

(montants en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires bruts (y compris intéressement)	-31 972	-28 188
Charges sociales	-11 171	-9 678
Provision pour indemnités de départ retraite	-118	-215
Provision pour médaille du travail	0	43
Dotations nette aux provisions pour charges de personnel	-284	77
Impôts et taxes assimilés sur rémunérations	-3 780	-3 145
Total Frais de personnel	-47 325	-41 106

Les autres frais administratifs apparaissent comme suit :

(montants en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Impôt et taxes	-911	-159
Frais généraux	-131 662	-116 777
Total Autres charges et produits d'exploitation	-132 574	-116 936

III.3.7 Coût du risque

L'évolution entre 2023 et 2024 est la suivante :

(montants en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Perte sur créances irrécouvrables	-195 636	-99 651
Rentrées sur créances amorties	29 373	3 702
Variation nette des provisions sur créances sensibles	-7 368	-5 823
Variation nette des provisions sur créances douteuses	8 220	-93 892
Variation nette des autres provisions impactant le CDR	1 956	5 816
Total Coût du risque	-167 367	-189 847

III.3.8 +/- Gains ou pertes sur Actifs immobilisés

(montant en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Sur immobilisations financières	0	0
Sur immobilisations corporelles et incorporelles	0	0
Total Gains ou pertes sur Actifs immobilisés	0	0

III.3.9 Impôt sur les sociétés

montant en milliers d'euros	Résultat	Impôts sur les sociétés
Résultat courant avant IS au 31/12/2023	-102 416	18
Résultat courant avant IS au 31/12/2024	-96 098	-691

III.3.10 Résultat exceptionnel

(montant en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat exceptionnel	80	0

III.4 Autres informations

III.4.1 Identification des sociétés consolidantes

Au 31/12/2024, FLOA est intégrée dans le périmètre de consolidation de :

- BNP100%

III.4.2 Effectifs moyens

	31/12/2024	31/12/2023
Techniciens	141	131
Cadres	312	300
Total	453	431

III.4.3 Rémunération des organes d’administration et de direction

L’information sur le montant des rémunérations allouées aux membres de l’organe de direction n’est pas donnée dans l’annexe car elle permettrait d’identifier la situation d’un membre déterminé de cet organe (PCG art. 833-17).

III.4.4 Honoraires des commissaires aux comptes

31/12/2024				
montants en milliers d'euros HT	Cailliau Dedouit et Associés		Deloitte	
	Montant	%	Montant	%
Certification des comptes	63,3	100%	165,9	90%
Services autres que la certification des comptes*	0	0%	18	10%
Total	68,3	100%	183,9	100

* Les services autres que la certification des comptes correspondent en 2024 au reporting au groupe BNP Paribas.

III.5 Evénements postérieurs à la clôture

Absence d’événements postérieurs à la clôture susceptibles d’avoir une incidence significative sur les comptes 2024.

IV. -- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l’assemblée générale de la société FLOA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l’assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société FLOA relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d’administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l’article L.821-67 du code de commerce.

Fondement de l’opinion
Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercices professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date de mission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciation des créances au titre du risque de crédit

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>Dans le cadre de ses activités bancaires, Floa Bank est exposé au risque de crédit. Comme indiqué dans la note II.2.2 de l'annexe aux comptes annuels, les créances faisant l'objet de pertes prévisibles au titre du risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable des prêts et la somme des flux futurs estimés actualisés. Ces dépréciations sont déterminées sur une base individuelle en utilisant des techniques de modélisation statistique basées sur des hypothèses et des paramètres complexes. Nous avons considéré que ces dépréciations constituaient un point clé de l'audit dans la mesure où elles font appel au jugement et aux estimations de la direction, en particulier dans le contexte marqué par une incertitude importante. Les créances clientèle s'élèvent à 2671,2M€ au titre de l'exercice 2024 et font l'objet de dépréciations à hauteur de 409,8M€, comme indiqué dans la note III.1.3 de l'annexe aux comptes annuels.</p>	<p>Nos travaux ont été adaptés pour tenir compte de l'évolution des risques et d'un niveau d'incertitude accru. Nos travaux ont consisté principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Apprécier la conception et la mise en œuvre du dispositif de contrôle interne de Floa Bank, et tester l'efficacité des contrôles manuels ou informatisés concernant l'évaluation des provisions pour dépréciation. - Revoir la méthodologie de provisionnement retenue par Floa Bank avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit. - Vérifier le correct déversement des encours et des provisions en comptabilité - Recalculer l'ensemble des dépréciations statistiques sur les créances selon les coefficients de provisionnement en vigueur. - Rationaliser l'évolution des encours et des dépréciations. - Examiner les informations publiées en annexe relatives au risque de crédit

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société FLOA par votre assemblée générale du 22 août 2022 pour Deloitte & Associés et par vos statuts constitutifs du 27 novembre 2000 pour CAILLIAU DEDOUT ET ASSOCIES.

Au 31 décembre 2023, Deloitte & Associés était dans la 3^{ème} année de sa mission et CAILLIAU DEDOUT ET ASSOCIES dans la 24^{ème} année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-7 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris et Paris-La Défense, le 6 mai 2025

Les commissaires aux comptes

Cailliau Dedouit et associés

Laurent Brun
Associé

Deloitte & Associés

Jean-Vincent Coustel
Associé

V. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.